

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1117

[2004/200840]

12 FEVRIER 2004. — Décret modifiant le décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne est remplacé par l'intitulé suivant :

« Décret organisant la tutelle sur les communes, les provinces, les intercommunales et les zones de police unicommunales et pluricommunales de la Région wallonne ».

Art. 2. A l'article 1^{er} du décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne, un point 4^o est ajouté :

« 4^o sur les zones de police unicommunales et pluricommunales en Région wallonne à l'exception de la zone de police constituée de la ville de Comines-Warneton. »

Art. 3. A l'article 2 du même décret, le point 4^o est complété et il est ajouté un point 5^o :

« 4^o l'autorité de tutelle : le Gouvernement, la députation permanente, le gouverneur;

« 5^o l'autorité zonale : le conseil communal et le collège des bourgmestre et échevins pour les zones unicommunales et le conseil de police et le collège de police pour les zones pluricommunales. »

Art. 4. A l'article 9 du même décret, il est ajouté un deuxième alinéa :

« Le Gouvernement peut, par arrêté, désigner un commissaire spécial lorsque la zone de police unicommunale ou pluricommunale reste en défaut de fournir les renseignements et les éléments demandés, ou de mettre en exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, arrêtés, règlements ou statuts ou par une décision de justice coulée en force de chose jugée. »

Art. 5. A l'article 12 du même décret, il est ajouté les mots suivants :

« et 22bis ».

Art. 6. A l'article 13, § 1^{er}, du même décret, il est ajouté l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement peut réclamer à la zone de police unicommunale ou pluricommunale la transmission des actes dont il détermine la liste, accompagnés de leurs pièces justificatives. »

A l'article 13, § 2, du même décret, il est inséré, entre les deux alinéas, l'alinéa suivant :

« Il peut annuler tout ou partie de l'acte par lequel une autorité d'une zone de police unicommunale ou pluricommunale viole la loi ou blesse l'intérêt général et régional. »

Art. 7. Dans le même décret, il est inséré un titre III bis rédigé comme suit :

« Titre IIIbis. — Tutelle spéciale d'approbation sur les zones de police unicommunales et pluricommunales

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Art. 22bis. § 1^{er}. Sont soumis à l'approbation du gouverneur les actes des autorités zonales portant sur les objets suivants :

1^o le budget zonal et les modifications budgétaires;

2^o le cadre du personnel opérationnel et le cadre du personnel administratif et logistique de la zone de police;

3^o les comptes annuels zonaux.

§ 2. Pour les actes visés au paragraphe 1^{er}, 1^o et 2^o, l'approbation peut être refusée pour violation de la loi et lésion de l'intérêt général et régional.

Sont considérés comme tels les actes violant les principes d'une bonne administration ou qui sont contraires à l'intérêt de toute autorité supérieure.

Pour les actes visés au paragraphe 1^{er}, 3^o, l'approbation ne peut être refusée que pour violation de la loi.

CHAPITRE II. — *De la procédure*

Art. 22ter. § 1^{er}. Les actes visés à l'article 22 bis, § 1^{er}, accompagnés de leurs pièces justificatives, sont transmis au gouverneur dans les quinze jours de leur adoption.

Les actes visés à l'article 22bis, § 1^{er}, 1^o et 2^o, sont transmis simultanément au gouverneur et au Gouvernement.

§ 2. Le gouverneur, selon le cas, peut approuver ou ne pas approuver tout ou partie de l'acte soumis à son approbation.

§ 3. Pour les actes visés à l'article 22bis, § 1^{er}, 1^o et 2^o, le gouverneur prend sa décision dans les trente jours suivant la réception de l'acte et de ses pièces justificatives.

§ 4. Pour les actes visés à l'article 22bis, § 1^{er}, 3^o, le gouverneur prend sa décision dans les deux cents jours suivant la réception de l'acte et de ses pièces justificatives.

§ 5. En ce qui concerne les paragraphes 3 et 4, à défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire.

CHAPITRE III. — *Règles particulières concernant les actes des autorités zonales*

Section 1^{re}. — Du recours de l'autorité zonale

Art. 22quater. § 1^{er}. Le conseil communal ou le collège des bourgmestre et échevins de la zone unicommunale ou le conseil de police ou le collège de police de la zone de police pluricommunale dont l'acte a fait l'objet d'un arrêté de refus d'approbation ou d'approbation partielle peut introduire un recours auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de l'arrêté du gouverneur.

§ 2. Le Gouvernement peut approuver ou ne pas approuver tout ou partie de l'acte dans les trente jours de la réception du recours.

A défaut de décision dans ce délai, la décision du gouverneur est réputée confirmée.

Section 2. — Du droit d'évocation du Gouvernement

Art. 22quinquies. Pour les actes visés à l'article 22bis, § 1^{er}, 1^o et 2^o, le Gouvernement peut se réserver le droit de statuer définitivement et en informe, dans les vingt jours de la réception des actes précités, le gouverneur et l'autorité zonale.

Art. 22sexies. Lorsque le Gouvernement s'est réservé le droit de statuer définitivement conformément à l'article 22quinquies, il notifie sa décision dans les vingt jours suivant l'expiration du délai imparti à l'autorité zonale pour introduire le recours mentionné à la section première. »

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 février 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 600 (2003-2004) N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 11 février 2004.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1117

[2004/200840]

12. FEBRUAR 2004 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 1. April 1999 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region. (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Der Titel des Dekrets vom 1. April 1999 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region wird durch folgenden Titel ersetzt:

"Dekret zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen, die Interkommunalen und die einzel- oder mehrgemeindlichen Polizeizonen der Wallonischen Region".

Art. 2 - In Artikel 1 des Dekrets vom 1. April 1999 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region, wird ein Punkt 4 eingefügt:

"4^o über die einzel- und mehrgemeindlichen Polizeizonen in der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Polizeizone der Stadt Comines-Warneton."

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Dekrets wird Punkt 4^o vervollständigt und ein Punkt 5^o hinzugefügt:

"4^o die Aufsichtsbehörde: Die Regierung, der Ständige Ausschuss, der Gouverneur;

"5^o die Zonenbehörde: der Gemeinderat und das Bürgermeister- und Schöffenkollegium für die einzelgemeindlichen Zonen und der Polizeirat und das Polizeikollegium für die mehrgemeindlichen Zonen."

Art. 4 - In Artikel 9 desselben Dekrets wird ein zweiter Absatz hinzugefügt:

"Die Regierung kann per Erlass einen Sonderkommissar bezeichnen, wenn die einzelgemeindliche oder die mehrgemeindliche Polizeizone es versäumt, die gefragten Auskünfte und Elemente vorzulegen oder die durch die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen oder Satzungen oder per rechtskräftigen Gerichtsbeschluss vorgeschriebenen Maßnahmen durchzuführen."

Art. 5 - In Artikel 12 desselben Dekrets werden folgende Worte hinzugefügt:

„und 22bis“.

Art. 6 - In Artikel 13, § 1 desselben Dekrets wird der folgende Absatz hinzugefügt:

„Die Regierung kann von der einzelgemeindlichen oder der mehrgemeindlichen Polizeizone die Übermittlung der Amtshandlungen verlangen, deren Liste sie bestimmt, unter Beifügung der jeweiligen Belege.“

In Artikel 13, § 2 desselben Dekrets wird der folgende Absatz zwischen die beiden Absätze eingefügt:

„Sie kann eine Amtshandlung, durch welche eine Behörde einer einzelgemeindlichen oder einer mehrgemeindlichen Polizeizone gegen das Gesetz verstößt oder das Wohl der Allgemeinheit oder der Region verletzt, teilweise oder komplett aufheben.“

Art. 7 - In dasselbe Dekret wird ein wie folgt abgefasster Titel IIIbis eingefügt:

„Titel IIIbis — Besondere Genehmigungsaufsicht über die einzelgemeindlichen und die mehrgemeindlichen Polizeizonen

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Art. 22bis - § 1. Die Amtshandlungen der Zonenbehörden die folgende Inhalte betreffen, unterliegen der Genehmigung des Gouverneurs:

1° der zonale Haushaltsplan und die Abänderungen des Haushaltsplans;

2° der Stellenplan des Einsatzpersonals und der Stellenplan des Verwaltungs- und Logistikpersonals der Polizeizone;

3° die zonalen Jahresabrechnungen.

§ 2 - Für die in Paragraph 1, 1° und 2° erwähnten Amtshandlungen kann die Genehmigung wegen Verstoß gegen das Gesetz oder Verletzung des Wohls der Allgemeinheit oder der Region verweigert werden.

Werden als solche betrachtet die Amtshandlungen, die gegen die Prinzipien einer guten Verwaltung verstoßen oder die im Widerspruch zu dem Interesse jeglicher übergeordneter Behörde stehen.

Für die in Paragraph 1, 3° erwähnten Amtshandlungen kann die Genehmigung nur bei einem Verstoß gegen das Gesetz verweigert werden.

KAPITEL II — Verfahren

Art. 22ter - § 1. Die in Artikel 22bis, § 1 erwähnten Amtshandlungen werden unter Beifügung der Belege dem Gouverneur innerhalb von fünfzehn Tagen nach ihrer Verabschiedung übermittelt.

Die in Artikel 22bis, § 1, 1° und 2° erwähnten Amtshandlungen werden gleichzeitig dem Gouverneur und der Regierung übermittelt.

§ 2. Der Gouverneur kann, je nach Fall, die ihm zur Genehmigung unterbreitete Amtshandlung ganz oder teilweise genehmigen.

§ 3. Für die in Artikel 22bis § 1, 1° und 2° erwähnten Amtshandlungen trifft der Gouverneur seine Entscheidung innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der Amtshandlung und deren Belege.

§ 4. Für die in Artikel 22bis, § 1, 3° erwähnten Amtshandlungen trifft der Gouverneur seine Entscheidung innerhalb von zweihundert Tagen nach Empfang der Amtshandlung und deren Belege.

§ 5. Was die Paragraphen 3 und 4 betrifft, wird die Amtshandlung bei Ausbleiben einer Entscheidung innerhalb der Frist rechtskräftig.

KAPITEL III — Besondere Regeln über die Amtshandlungen der Zonenbehörden

Abschnitt 1 — Einspruch der Zonenbehörde

Art. 22quater — § 1. Der Gemeinderat oder das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der einzelgemeindlichen Polizeizone oder der Polizeirat oder das Polizeikollegium der mehrgemeindlichen Polizeizone, dessen Amtshandlung Gegenstand eines Erlasses zur Ablehnung der Genehmigung oder eines Erlasses zur Teilgenehmigung gewesen ist, kann innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang des Erlasses des Gouverneurs bei der Regierung einen Einspruch einreichen.

§ 2. Die Regierung kann die Amtshandlung ganz oder teilweise innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang des Einspruchs genehmigen oder nicht.

Bei Ausbleiben einer Entscheidung innerhalb dieser Frist gilt die Entscheidung des Gouverneurs als bestätigt.

Abschnitt 2 — Evokationsrecht der Regierung

Art. 22quinquies - Für die in Artikel 22bis, § 1, 1° und 2° erwähnten Amtshandlungen kann die Regierung sich das Recht vorbehalten, eine endgültige Entscheidung zu treffen und unterrichtet den Gouverneur und die Zonenbehörde darüber innerhalb von zwanzig Tagen nach Empfang der obengenannten Amtshandlungen.

Art. 22sexies - Wenn die Regierung gemäß Artikel 22quinquies sich das Recht vorbehalten hat, eine endgültige Entscheidung zu treffen, unterrichtet sie die Zonenbehörde innerhalb von zwanzig Tagen nach Ablauf der eingeräumten Frist, um den in Abschnitt eins erwähnten Einspruch einzureichen.“

Art. 8 - Das vorliegende Dekret tritt einen Monat nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 12. Februar 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

(1) *Sitzung 2003-2004*

Dokumente des Rats 600 (2003-2004) Nr. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll - öffentliche Sitzung vom 11. Februar 2004

Diskussion - Abstimmung

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 1117

[2004/200840]

12 FEBRUARI 2004. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 1 april 1999 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en de intercommunales van het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 1 april 1999 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en de intercommunales van het Waalse Gewest wordt vervangen als volgt :

« Decreet houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies, de intercommunales en de ééngemeente- en meergemeentenpolitiezones van het Waalse Gewest ».

Art. 2. In artikel 1 van het decreet van 1 april 1999 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en de intercommunales van het Waalse Gewest wordt een punt 4° toegevoegd, luidend als volgt :

« 4° over de ééngemeente en -meergemeentenpolitiezones in het Waalse Gewest met uitzondering van de politiezone van Komen-Waasten ».

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt punt 4° aangevuld en wordt een punt 5° toegevoegd :

« 4° de toezichthoudende overheid : de Regering, de bestendige deputatie, de gouverneur;

5° de zoneoverheid : de gemeenteraad en het college van burgemeester en schepenen voor de ééngemeentezones en de politieraad en de politieraad en het politiecollege voor de meergemeentezones ».

Art. 4. In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid toegevoegd :

« De Regering mag, bij besluit, een bijzondere commissaris aanwijzen wanneer de ééngemeente of -meergemeentenpolitiezone verzuimt de aangevraagde inlichtingen en elementen te verstrekken of de voorschriften van de wetten, decreten, besluiten, regelingen of statuten, of van een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing uit te voeren. »

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende woorden ingevoegd tussen de woorden « in artikel 16 » en de woorden « vallen onder » :

« en 22bis ».

Art. 6. In artikel 13, § 1, van hetzelfde decreet wordt het volgende lid toegevoegd :

« De Regering kan de ééngemeente of -meergemeentenpolitiezone eisen dat de akten, waarvan zij de lijst bepaalt, samen met hun bewijsstukken worden overgemaakt. »

In artikel 13, § 2, van hetzelfde decreet wordt het volgende lid ingevoegd tussen de twee leden :

§ 2. Zij kan de akte geheel of gedeeltelijk vernietigen, waarbij een ééngemeente of -meergemeentenpolitiezone de wet schendt of het algemeen en gewestelijk belang schaadt. »

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt een titel IIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL IIIbis. — Bijzonder goedkeuringstoezicht op de ééngemeente- en meergemeentenpolitiezones »

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Art. 22bis. § 1. De akten van de zoneoverheden die vallen onder de goedkeuring van de gouverneur, betreffen de volgende voorwerpen :

1. de zonebegroting en de budgettaire wijzigingen;
2. de personeelsformatie voor het operationeel personeel en de personeelsformatie voor het administratief en logistiek personeel van de politiezone;
3. de jaarrekeningen van de zones.

§ 2. Wat betreft de akten bedoeld in § 1, 1^o en 2^o, mag de goedkeuring geweigerd worden als die de wet schenden of het algemeen en gewestelijk belang schaden.

De akten worden als zodanig beschouwd als de beginselen van behoorlijk bestuur schenden of als ze strijdig zijn met het belang van elke hogere overheid.

Wat betreft de akten bedoeld in § 1, 3^o, mag de goedkeuring alleen wegens schending van de wet geweigerd worden.

HOOFDSTUK II. — *De procedure*

Art. 22ter. § 1. De in artikel 22bis, § 1, bedoelde akten worden, samen met hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen vanaf hun goedkeuring aan de gouverneur of aan de regering overgemaakt.

De in artikel 22bis, § 1, 1^o en 2^o bedoelde akten worden gelijktijdig aan de gouverneur en aan de Regering overgemaakt.

§ 2. De gouverneur mag, naargelang het geval, geheel of gedeelte van de akte die zijn goedkeuring behoeft, al dan niet goedkeuren.

§ 3. Wat betreft de akten bedoeld in artikel 22bis, § 1, 1^o en 2^o, neemt de gouverneur zijn beslissing binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de akte en van haar bewijsstukken.

§ 4. Wat betreft de akten bedoeld in artikel 22bis, § 1, 3^o, neemt de gouverneur zijn beslissing binnen tweehonderd dagen vanaf de ontvangst van de akte en van haar bewijsstukken.

§ 5. Wat betreft de §§ 3 en 4 en bij gebrek aan beslissing binnen de gestelde termijn is de akte uitvoerbaar.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere regels betreffende de akten van de zoneoverheden**Afdeling 1. — Het beroep van de zoneoverheid*

Art. 22quater. § 1. De gemeenteraad of het college van burgemeester en schepenen van de ééngemeentzone of de politieraad of het politiecollege van de meergemeentzone, waarvan de akte het voorwerp is geweest van een besluit waarbij die werd geweigerd of gedeeltelijk goedgekeurd, mag een beroep indienen bij de Regering binnen tien dagen vanaf de ontvangst van het besluit van de gouverneur.

§ 2. De Regering mag geheel of gedeelte van de akte al dan niet goedkeuren binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het beroep.

Bij gebrek aan beslissing in de gestelde termijn wordt het beroep beschouwd als afgewezen.

Afdeling 2. — Het recht van de regering om de zaak aan zich te trekken

Art. 22quinquies. Wat betreft de in artikel 22bis, § 1, 1^o en 2^o, bedoelde akten, mag de Regering zich het recht voorbehouden de eindbeslissing te nemen en stelt de gouverneur en de zoneoverheid daarvan in kennis binnen 20 dagen vanaf de ontvangst van bovenvermelde akten.

Art. 22sexies. Als de Regering zich het recht heeft voorbehouden de eindbeslissing te nemen, overeenkomstig artikel 22quinquies, geeft zij kennis van haar beslissing binnen 20 dagen na het verstrijken van de termijn waarover de zoneoverheid beschikt om het in de eerste afdeling bedoelde beroep in te dienen. »

Art. 8. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 12 februari 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

T. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 600 (2003-2004) Nrs. 1 en 2

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.

Bespreking - Stemming